

The Miami Herald

Si le gouvernement d'Haïti ne se confronte pas à la pauvreté, la corruption, plus de troubles suivront

PAR BRIAN CONCANNON JR. www.ijdh.org

NOTE: La version Française est une traduction de l'original en anglais à titre d'information seulement. En cas de divergence, l'original anglais prévaudra.

17 juillet 2018 06h00

La démission du Premier ministre haïtien Jack Guy Lafontant samedi, ainsi que la suspension des hausses controversées des prix du carburant, apporteront un répit temporaire aux troubles sociaux récents dans le pays. Mais ils ne résoudront pas le problème qui sous-tend les manifestations - l'incapacité du peuple haïtien à exiger de ses dirigeants une meilleure gouvernance et des services de base.

Dans un discours prononcé devant l'Organisation des États américains en 1962, le président Kennedy a exhorté les États-Unis et « ceux qui possèdent la richesse et le pouvoir » dans les pays moins riches de l'hémisphère à adopter des réformes pour permettre aux peuples des Amériques « d'espérer pour un niveau de vie convenable. » Kennedy a notoirement averti, « Ceux qui font une révolution pacifique impossible rendront la révolution violente inévitable. »

Nous n'avions pas besoin des images de manifestations de colère et de voitures en feu la semaine dernière pour savoir que, un demi-siècle plus tard, un niveau de vie convenable dépasse les espoirs de la plupart des Haïtiens. Un trajet à travers Port-au-Prince révèle des niveaux de pauvreté choquants. En Haïti, 80% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour ; cela les permettrait d'acheter deux litres d'essence.

La pauvreté en Haïti, comme la hausse des prix du carburant, est le produit des décisions prises par ceux qui possèdent la richesse et le pouvoir en Haïti et à l'étranger - avec une absence étonnante de contribution de la majorité des Haïtiens qui sont pauvres. Les hausses du prix de carburant paralysantes - entre 38% et 51% - a été imposée en février par le Fonds monétaire international (FMI) comme condition du renflouement du gouvernement haïtien.

Les hausses de prix sont survenues au milieu d'une longue série de scandales de corruption sous le président actuel Jovenel Moïse et son prédécesseur Michel Martelly qui ont détourné des centaines de millions de services gouvernementaux vers les poches des dirigeants et de leurs associés.

Une semaine avant l'inauguration de Moïse en février 2017, l'agence anti-corruption indépendante d'Haïti a signalé ses fréquentes et importantes transactions en espèces, d'une valeur de 40 000 \$, et inexplicables, qui ressemblaient beaucoup au blanchiment

d'argent. Moïse a illégalement renvoyé la tête de l'agence ; cela a mis fin à l'enquête. Des révélations de vol de l'aide pétrolière PetroCaribe en provenance du Venezuela, d'un montant pouvant aller jusqu'à 2 milliards de dollars, ont secoué le pays, sans conséquences visibles pour les voleurs. Quelques jours avant les protestations massives, un procureur a ordonné à la police de détruire des maisons - sans l'autorisation du tribunal - sur un terrain près de la maison personnelle de Moïse où il veut construire une route d'accès et un hélicoptère.

L'Organisation des Nations unies refuse de remplir leurs obligations légales envers les victimes de l'épidémie de choléra, introduites par ses Casques bleus et qui ont fait plus de 10 000 Haïtiens. Son propre expert des droits de l'homme a qualifié la réponse de l'ONU comme « moralement déraisonnable, [et] juridiquement indéfendable. »

Des élections équitables, qui devraient être la meilleure occasion pour les Haïtiens d'une révolution pacifique, sont un souvenir défaillant. Martelly a été élu en 2011, après que le Conseil électoral a exclu le plus grand parti d'Haïti, Fanmi Lavalas, et la secrétaire d'État Hillary Clinton a forcé le Conseil (en menaçant d'annuler les visas américains) à changer les résultats du premier tour afin de laisser le candidat à la troisième place, Martelly, de passer au scrutin de ballottage. Martelly, après des années de retard anticonstitutionnel, a présidé aux élections avec assez de violence, de corruption et d'exclusion des électeurs pour réduire le taux de participation à 21% lors des élections présidentielles de 2016 que Moïse, son protégé, a remporté. En 2000, quand les Haïtiens ont voté avec enthousiasme - le taux de participation était 68% - les résultats ont été annulés par le coup d'état de 2004 organisé par ceux qui possèdent la richesse et le pouvoir en Haïti, aux États-Unis, au Canada et en France.

Les Haïtiens sont descendus dans la rue la semaine dernière parce qu'ils croyaient à juste titre que c'était la seule façon d'être entendu. Plus de troubles sont inévitables, sauf si Haïti déclenche immédiatement une révolution pacifique vers un niveau de vie convenable. La révolution pacifique exige du gouvernement haïtien qu'il prenne des mesures draconiennes pour pénaliser la corruption et respecter les tribunaux et les autres institutions qui devraient le demander des comptes. La révolution pacifique exige de la communauté internationale qu'elle conditionne son soutien à la volonté du gouvernement de rendre des comptes à son peuple, non à sa volonté de les presser encore plus, et de pratiquer ce qu'elle prêche sur des élections équitables et la primauté du droit.

BRIAN CONCANNON JR., AVOCAT EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME, EST LE DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'INSTITUT DE LA JUSTICE ET DE LA DÉMOCRATIE EN HAÏTI.